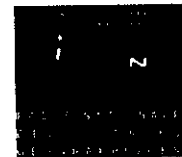


Conservatoire National des Arts et Métiers

MASTERE SPECIALISE EN AMENAGEMENT FONCIER ET SYSTEMES CADASTRAUX



Ecole Supérieure
des Géomètres et Topographes

Ecole Nationale
du Cadastre

Ecole Nationale
des Sciences Géographiques

Conception d'un système d'information géographique pour la gestion foncière : cas du foncier rural ivoirien

Structure d'accueil : Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement / Plan
Foncier Rural (Abidjan - Côte d'Ivoire)

Mémoire présenté par

James Brice KOUTHON

En vue de l'obtention du mastère spécialisé en aménagement foncier et systèmes cadastraux

Directrice de mémoire : Mme Patricia BORDIN

Maître de stage : M. Yéo KOLO

Composition du jury :

Décembre, 2000

A

*Feu François KOUTHON mon père, Joséphine KOUTHON ma mère
et Aubierge Bérénice DEGLA ma fiancée*

- PLAN DU MEMOIRE

RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS	1
REMERCIEMENTS	3
INTRODUCTION	4
LE CONTEXTE DU STAGE	6
DÉROULEMENT DU STAGE	9
PREMIERE PARTIE : LE FONCIER RURAL IVOIRIEN.....	11
CHAPITRE I : PRÉSENTATION DE LA CÔTE D'IVOIRE.....	11
I-1 : La géographie.....	11
I-2 : L'histoire Politique.....	12
I-3 : l'Administration territoriale	12
CHAPITRE II : RAPPEL DU CONTEXTE FONCIER RURAL IVOIRIEN	13
II-1 : La situation pré-coloniale	13
II-2 : La situation coloniale.....	13
II-3 : La situation à partir de l'indépendance	14
CHAPITRE III : LE PLAN FONCIER RURAL (PFR) IVOIRIEN.....	16
III-1 : Origines et finalités du PFR.....	16
III-2 : Exécution du PFR	17
CHAPITRE IV : LE PROJET NATIONAL DE GESTION DES TERROIRS ET DE L'ÉQUIPEMENT RURAL (PNGTER)	19
IV-1 : Origines et objectifs du PNGTER.....	20
IV-2 : Les composantes du PNGTER.....	20
IV-2-1 : La composante sécurisation foncière.....	21
IV-2-1-1 : Le Plan Foncier Rural.....	21
IV-2-1-2 : La maintenance du Plan Foncier Rural	21
IV-2-2 : La composante Gestion des terroirs (GT).....	22
IV-2-3 : La composante Aide à l'Investissement en milieu rural (AIMR)	22
IV-2-4 : La coordination du projet	23
CHAPITRE V : LA LOI FONCIÈRE N°98-750 DU 23 DÉCEMBRE 1998	24
V-1 : Origines de la loi	24
V-2 : La loi et ses décrets d'application	24
V-3 : Les dispositions pratiques de mise en œuvre	28
V-3-1 : délimitation des terroirs villageois.....	28
V-3-2 : Délimitation du parcellaire de propriété	30
DEUXIEME PARTIE : LE SYSTÈME D'INFORMATION SUR LE FONCIER RURAL IVOIRIEN	34
CHAPITRE I :SIF : SYSTÈME D'INFORMATION FONCIÈRE OU SYSTÈME D'INFORMATION FONCIER.....	34

CHAPITRE II : GENÈSE DU PROJET SIF.....	35
CHAPITRE III : LES TERMES DE RÉFÉRENCES DU PROJET.....	36
CHAPITRE IV : MISE EN ŒUVRE DU PROJET.....	39
TROISIEME PARTIE : ANALYSE ET CONCEPTION DU SYSTÈME D'INFORMATION	42
CHAPITRE I : ANALYSE DU SYSTÈME.....	42
<i>I-1 : Les acteurs du SIF</i>	<i>42</i>
I-1-1 : Gestionnaires du SIF.....	42
I-1-2 : Les utilisateurs du SIF.....	42
<i>I-2 : Les besoins exprimés</i>	<i>42</i>
I-2-1 : Application de la loi foncière.....	43
I-2-1-1 – Les besoins du MINAGRA.....	43
I-2-1-1-1 : La constitution des dossiers	43
I-2-1-1-2 : La liste des Opérateurs Techniques Agréés.....	43
I-2-1-1-3 : Les données existantes du PFR.....	43
I-2-1-1-4 : La Consultation du cadastre.....	44
I-2-1-1-5 : La constitution de la DRADR.....	44
I-2-1-1-6 :Retour d'informations du cadastre	44
I-2-1-1-7 : Veille foncière.....	44
I-2-1-2 : Les besoins du cadastre	44
I-2-2 Cartographies et Bases de données.....	45
I-2-2-1 : Cartographie	45
I-2-2-2 : Bases de données	45
I-2-2-3 : l'ANADER (MINAGRA-ANADER).....	46
I-2-2-4 : DRADR (MINAGRA).....	47
I-2-2-6 : DRA(MINAGRA).....	48
I-2-2-8 : INS	48
I-2-2-9 : Les bureaux d'études (BNETD et Autres).....	49
<i>I-3 : Analyse des besoins et propositions.....</i>	<i>49</i>
I-3-1 Besoins liés à la loi foncière.....	49
I-3-1-1 : Les besoins du MINAGRA.....	49
I-3-1-1-1 Organisation.....	49
I-3-1-1-2 Les outils de traitement	51
I-3-1-2 : Les besoins de la DGI.....	55
I-3-1-2-1 : Les informations	55
I-3-1-2-2 : L'organisation.....	55
I-3-1-2-3 : Les outils.....	56
I-3-2 : autres données du SIF	56
<i>I-4 : Synthèse : Fonctionnalités par acteurs.....</i>	<i>57</i>
I-4-1 : SIF NATIONAL MINAGRA.....	57
I-4-2 : DRA/Centre Régional D'appui Technique.....	58
I-4-3 : DDA	58
I-4-4 :BNETD/PFR	59
I-4-5 :ANADER	59

I-4-6 : DGI	60
CHAPITRE II : CONCEPTION DU SYSTÈME.....	61
II-1 : Schémas fonctionnels.....	61
II-1-1 : Certificat Foncier(fonctionnel).....	61
II-1-2 : Certificat foncier (Informatisation)	62
II-1-3 : Titre Foncier(fonctionnel).....	63
II-1-4 : Titre Foncier (Informatisation)	64
II-1-5 : Immatriculation Terroir (fonctionnel).....	65
II-1-6 : Immatriculation des terroirs (Informatisation)	66
II-2 : Schémas Conceptuels des données foncières (Modèles HBDS)	67
II-3 : Spécification des échanges d'informatisation entre le SIF et les utilisateurs.....	69
II-4 : Logiciels et mise en œuvre pratique	73
CONCLUSION GENERALE.....	75
LISTE DES ABRÉVIATIONS	76
BIBLIOGRAPHIE	77
ANNEXES	80

Résumé et mots clés

Le plan foncier rural existe en Côte d'Ivoire depuis 1990, pour recenser et cartographier les droits fonciers coutumiers tels qu'ils se pratiquent en milieu rural. Le caractère novateur du PFR a permis, en partie, l'élaboration de la loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural sur la base de certaines réalités locales, et sa prise en compte dans une approche globale de développement de l'espace rural (Projet National de Gestion des Terroirs et d'Équipement Rural – PNGTER).

Aujourd'hui il est question de la réalisation du PFR à l'échelle nationale, de même il est question de la mise en œuvre de la nouvelle loi foncière pour toutes les régions du pays, là où le PFR est intervenu ou non.

La démarche adoptée pour une mise en œuvre plus rapide de la loi, est de procéder à une mise en place d'une infrastructure cadastrale de base par le biais d'une opération de service public de délimitation des terroirs villageois, puis la délivrance des certificats fonciers et de titres fonciers aux propriétaires de terres rurales. **Le certificat foncier est considéré comme une transition de la tenure coutumière au régime d'immatriculation foncière. Il a les mêmes capacités juridiques qu'un titre foncier, mais sa durée de validité est limitée à 3 ans, délai maximum pour demander un titre foncier après la délivrance du certificat foncier.**

La gestion des certificats fonciers est du ressort du ministère de l'agriculture et des ressources animales alors que celle des titres fonciers est du ressort de la conservation foncière et du cadastre.

Pour accompagner les opérations d'une aussi grande envergure, un système informatisé de gestion de l'information foncière rurale est en train d'être mis en place.

Ce système en cours de conception est piloté par le groupement Ign France International et BRL ingénierie avec l'appui de deux sociétés de développement informatique, une française (Data-Consultant) et l'autre ivoirienne (AXIS). Plusieurs phases sont nécessaires pour la réalisation de ce système. Il s'agit : de l'analyse et la conception, du développement informatique, de l'achat du matériel informatique et des outils de mise en réseau, de la formation et enfin d'une phase d'essai du système.

Prévu sur une durée de 15 mois, le système est actuellement en phase d'analyse et de conception.

Grâce à de nombreux contacts et réunions avec les différents acteurs du foncier rural ivoirien, une analyse de l'existant et des besoins des utilisateurs a pu être réalisée. Il ressort de cette

analyse, qu'il faut mettre en place un outil simple, ouvert et évolutif. Le système doit permettre d'accompagner les procédures de délivrance de certificats fonciers (respect des délais légaux, tableau de bord, veille foncière etc..) et le recueil, le traitement et la restitution de toute information foncière rurale.

Le système informatisé de gestion foncière rurale, sera décentralisé au niveau des directions départementales de l'agriculture et un serveur national consultable par tout les utilisateurs autorisés sera installé au ministère de l'agriculture et des ressources animales à Abidjan. Une fois que le passage de certificat foncier au titre foncier est fait pour une parcelle rurale, le cadastre prendra le relais du système en ce qui concerne la gestion de ces titres fonciers. La distinction est donc très claire : le système permettra de suivre la délivrance des certificats fonciers, la maintenance de ces certificats puis leur transformation en titres fonciers, la conservation foncière et le cadastre assureront la gestion quotidienne de ces titres fonciers et probablement la mise en place d'un système d'imposition foncière. Le système ne rentrera donc pas dans les procédures cadastrales. Il est à noter que la conservation foncière et le cadastre sont en pleine informatisation et déconcentration, pour pourvoir remplir pleinement leur nouvelle attribution.

Notre souhait est que des mesures adéquates soient prises pour une maintenance future du système car l'architecture à mettre en œuvre est compliquée et nécessite de grandes compétences informatiques et géomatique. Seules, une association permanente des futures utilisateurs au déploiement du système et une formation continue assez poussée permettront au système de jouer pleinement son rôle et d'être un véritable outil de gestion foncière rurale.

Mots-clefs : cartographie, SIG, Géomatique, informatique, HBDS, cadastre, immatriculation foncière, tenure foncière, sécurisation foncière, droit coutumier, plan foncier rural, Côte d'Ivoire.

Remerciements

Je tiens à remercier l'équipe au grand complet du BNETD/PFR, M. OKOIN, Chef du projet PFR, pour m'avoir accepté dans son organisme pour le déroulement de mon stage.

Je remercie très sincèrement madame Patricia Bordin pour avoir accepté d'être la directrice de ce mémoire.

Je tiens à remercier M. Yéo KOLO, chef de service technique au BNETD/PFR, maître de mon stage à Abidjan pour sa compréhension et ses appuis.

Je n'oublierai pas M. Yann Muratet, responsable formation au BNETD/PFR pour son accueil chaleureux à Abidjan.

Mes remerciements vont également à M. Ahochi, responsable administratif et financier au BNETD/PFR pour m'avoir hébergé chez lui pendant deux semaines le temps que je trouve un appartement à Abidjan.

Je suis également très reconnaissant, à Jean Pierre Sparfel, Eric Broussouloux et Jean Claude Gourdon d'Ign France International pour leur appui indéfectible dans la réalisation de ce stage.

Mes remerciements vont également à Mathias Koffi et Jean SUY ingénieurs au BNETD/PFR pour leurs soutiens et leurs aides dans la réalisation de la présente étude.

Je n'oublierai pas ici les deux analystes et concepteurs du système informatisé de gestion foncière rurale. Il s'agit de M. Daniel Santacross, ingénieur informaticien à Data-Consultant et M. Olivier Mercier ingénieur informaticien à BRL ingénierie. Merci pour les longues discussions sur la conception d'un système simple et fiable pour gérer le foncier rural.

Enfin une pensée spéciale à tous mes collègues du mastère spécialisé en aménagement foncier et systèmes cadastraux.

INTRODUCTION

La politique foncière rurale constitue aujourd'hui une préoccupation majeure dans tous les pays d'Afrique noire. Cet intérêt est justifié par le fait que dans cette partie du globe, la grande partie de la population qui ne cesse de s'accroître, dépend pour sa survie, des ressources naturelles renouvelables. Soutenue par plusieurs institutions internationales et développeurs du milieu rural africain, la prise en compte des pratiques foncières coutumières de façon pragmatique dans une nouvelle législation régissant le foncier, suscite de nos jours beaucoup d'intérêts dans ces pays.

Trente ans après l'indépendance, l'Etat ivoirien s'est lancé dans une procédure de **réalisation d'un plan foncier rural** devant permettre à terme, la prise en compte des pratiques locales de gestion de l'espace rural et des ressources naturelles. En Côte d'Ivoire, le plan foncier rural est passé par une phase pilote de 1990 à 1996, une phase de consolidation en 1996 et la phase d'extension depuis 1997 à travers la composante « sécurisation foncière » du projet national de gestion des terroirs et de l'équipement rural (PNGTER).

La loi foncière n° 98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural vient préciser le cadre juridique qui manquait au plan foncier rural. Les opérations de délimitation des terroirs villageois sont considérées comme des opérations de service public. L'infrastructure cadastrale mise en place après la délimitation du terroir, facilitera les opérations de délimitation des propriétés rurales, pour l'obtention de Certificat Foncier pouvant donner lieu à la délivrance d'un titre foncier à valeur juridique absolue.

Pour, accompagner les opérations de délimitation des terroirs et des propriétés foncières, gérer les certificats fonciers jusqu'à la délivrance des titres fonciers, les différents acteurs du foncier rural ivoirien ont senti la nécessité de mettre en place un système informatisé de gestion foncière rurale. Ce système, ouvert et évolutif doit permettre aussi le recueil, le traitement et la restitution de toute information foncière rurale.

Ce mémoire a été réalisé dans le cadre de mon stage de fin d'étude en mastère spécialisé en aménagement foncier et systèmes cadastraux. Il a été fait au sein de l'unité de gestion du plan foncier rural à Abidjan (Côte d'Ivoire).

La présente étude porte sur l'analyse et la conception du système informatisé de gestion foncière rurale. Elle comporte trois parties.

Dans un premier temps, nous présentons les généralités sur le foncier rural ivoirien. Les aspects fondamentaux concernant la loi foncière et les opérations de délimitation des terroirs et des parcelles rurales y seront développés.

Dans la deuxième partie de ce rapport, nous exposons les éléments concernant le système d'information, de la genèse du projet jusqu'à sa mise en œuvre pratique.

Nous relatons dans la troisième partie, l'analyse et la conception proprement dite du système. Des conceptualisations et des formalisations ont été nécessaires pour cette partie.

Nous tenons à souligner, que nous avons essayé dans le cadre de ce rapport, de mettre en avant le foncier et le cadastre au détriment d'une démarche purement SIG et forcément très technique. Néanmoins la démarche SIG adaptée au contexte de notre mastère a été respectée et nous pensons que chacun y trouvera son compte.

Le Contexte du Stage

Ce stage s'est déroulé au sein du service technique de l'unité de gestion du PFR à Abidjan. Cette unité est intégrée au Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement.

Le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement, en abrégé, B.N.E.T.D. (ex-DCGTx), a été créé en 1978, sous la forme d'un Etablissement Public national à caractère Administratif (EPN) avec, à l'origine, pour mission, d'assurer pour le compte de l'Etat ivoirien, le contrôle de la réalisation des grands projets d'investissements dans les secteurs du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP).

Devenu Société d'Etat depuis septembre 1994, avec un capital de deux milliards de francs CFA, le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement, instrument privilégié du Gouvernement en matière d'assistance-conseil, d'études et de maîtrise d'œuvre de grands projets d'investissement, a pour vocation :

- de fournir aux administrations centrales un appui en matière de programmation et de choix des investissements publics ;
- d'assurer la réalisation ou la supervision des études ; la direction et le contrôle technique et financier de l'exécution des projets d'investissements ;
- d'assurer la gestion d'une banque de données techniques, économiques et financières nationale ;
- de développer des compétences de haut niveau dans le secteur public.

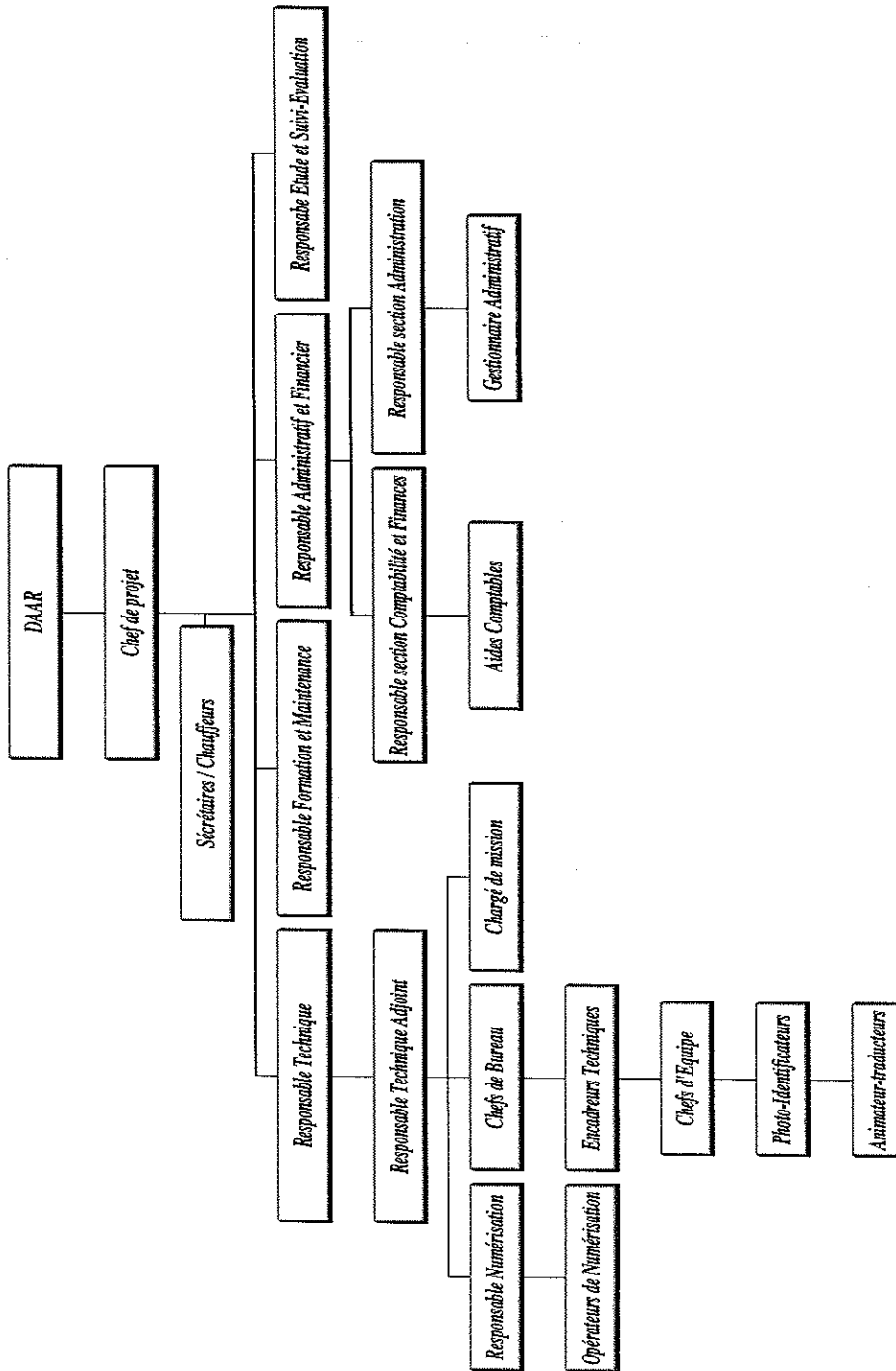
Organisme pluridisciplinaire, véritable pôle d'expertise au service du développement de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique, le B.N.E.T.D. a acquis depuis plus de 20 ans, un important savoir-faire qui lui permet de maîtriser les coûts et d'optimiser la qualité des projets les plus complexes dans les secteurs essentiels ci-après de l'économie :

- ✓ Agriculture et Aménagement rural,
- ✓ Transports et Télécommunications,
- ✓ Aménagement Urbain et Construction,
- ✓ Industrie et Energie,
- ✓ Organisation et Traitement de l'Information,
- ✓ Environnement et Ressources Naturelles,
- ✓ Etudes Economiques et Financières,
- ✓ Cartographie et Télédétection.

L'unité de gestion du PFR d'Abidjan et ses déconcentrations dans neuf régions de la Côte d'Ivoire, ci-dessous désignée BNETD/PFR est intégrée à la Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement Rural (DAAR) du BNETD. Le BNETD/PFR réalise les travaux du plan foncier rural pour le compte de la composante « sécurisation foncière » du Projet National de Gestion des Terroirs et de l'Equipement Rural (PNGTER).

Le BNETD/PFR est l'organisme qui était chargé de gérer la phase pilote et la phase de consolidation du plan foncier rural. Aujourd'hui, il est un prestataire de service dans le cadre du PNGTER. Ce organisme a donc permis, le développement des outils, l'élaboration des procédures du plan foncier rural et surtout il a facilité l'émergence et l'élaboration de la loi foncière n°98-750 du 23 décembre 1998 sur le domaine foncier rural. Ci-dessous l'organigramme du BNETD/PFR.

Organigramme du BNETD/PFR



Déroulement du stage

Le stage a duré au total cinq mois (05). Une partie de quatre mois sur place à Abidjan et l'autre partie consacrée à la préparation et au rapport à Paris.

Nous avons commencé à rassembler la documentation sur le foncier rural ivoirien, à comprendre la nouvelle loi foncière et les enjeux de son application. Des entretiens avec le cadastre, le BNETD/PFR, le BNETD/CCT et le MINAGRA/PNGTER nous ont vite montré la divergence des points de vue et les intérêts des différents acteurs sur le Système à mettre en place.

Nous avons rédigé au bout de trois (03) semaines un rapport sur le jeu des acteurs institutionnels du foncier rural ivoirien. Ce rapport était destiné aux experts du groupement IFI – BRL chargés de la mise en place du système. Dans ce rapport nous avons mis l'accent sur la divergence des points de vue, le nécessaire réajustement du cahier des charges pour prendre en compte les objectifs de la nouvelle loi foncière.

A l'arrivée des experts et du chef de projet, un incident institutionnel s'est produit entre le MINAGRA/PNGTER (maître d'ouvrage du système) et le BNETD/PFR à notre sujet. Le MINAGRA/PNGTER ne voulait pas qu'en tant que stagiaire au BNETD/PFR nous participions à la conception du SIF car le MINAGRA/PNGTER pensait que nous allions influencer le projet au bénéfice du BNETD/PFR. Il souhaitait que nous devenions stagiaire du MINAGRA/PNGTER pour pouvoir réellement participer à la conception du système. Il a fallu l'intervention du chef de projet pour que tout se débloque finalement.

Nous avons participé, aux entretiens d'analyse et de conception et à la restitution des résultats aux réunions de l'équipe intégrée.

Parallèlement, un questionnaire que nous avons envoyé au MINAGRA, au cadastre et au BNETD/PFR, nous a permis de faire un diagnostic du foncier rural ivoirien.

Nous avons essayé de formaliser sous forme de schémas toutes les procédures importantes du SIF.

Nous avons apporté notre aide aux ingénieurs du BNETD/PFR sur le montage technique des opérations de délimitation des terroirs villageois et nous avons dispensé un cours sur le système GPS à Bouaké aux chefs des bureaux régionaux du PFR et leurs adjoints.

Le rapport présenté ici est une somme de formalisations et de recherches personnelles, de la documentation existante et de l'analyse du SIF avec les experts du groupement IFI – BRL.

PREMIERE PARTIE
LE FONCIER RURAL IVOIRIEN

PREMIERE PARTIE : Le foncier rural ivoirien

Chapitre I : Présentation de la Côte d'Ivoire

I-1 : La géographie

La République de Côte d'Ivoire d'une superficie de 322.000 km² est limitée à l'Est par le Ghana, au Nord par le Burkina Faso et le Mali, à l'Ouest par la Guinée et le Libéria et au Sud par l'Océan Atlantique.

Essentiellement dominé par un vaste plateau de 100 à 400 m d'altitude, le pays enregistre quelques reliefs plus marqués dépassant 1.000 m à l'Ouest. Quatre principaux cours d'eau coulant du Nord au Sud (Cavally, Sassandra, Bandama et Comoé) arrosent régulièrement le pays sur toute l'année. La végétation et le climat se présentent en deux zones : une zone forestière d'environ 137.000 km² au Sud caractérisée par un climat subéquatorial avec deux saisons des pluies et une zone de savanes d'environ 183.000 km² au Nord, caractérisée par un climat tropical de type soudano-guinéen avec une seule saison des pluies. La limite entre les deux zones s'incurve vers le Sud et la zone des savanes pénètre profondément dans la zone forestière formant le "V" *baoulé*, du nom de l'ethnie qui habite cette région.

La Côte d'Ivoire compte environ 30 % d'immigrés en provenance principalement des pays limitrophes (Burkina, 51 % et Mali, 23 %). La population est estimée à 15 millions d'habitants avec un taux de croissance annuelle de 3,5 % (données 1996). La densité globale est de 40 habitants/km² et de 25 habitants/ km² en milieu rural. Le taux d'urbanisation avoisine de nos jours 48 %. Le taux de mortalité infantile est de 91 pour 1000 naissances. L'espérance de vie à la naissance est de 56 ans. L'enseignement touche 70 % des enfants (mais seulement 58 % des filles) et le taux d'alphabétisation des adultes est de 54 % (40 % pour les femmes). La population agricole rurale est de l'ordre de 2,2 millions d'habitants pour environ 970.000 exploitations. **La base de l'économie nationale est constituée par l'agriculture.**

Les systèmes de production de cette agriculture sont fortement dominés par la culture manuelle extensive, fortement consommatrice de terre, basée sur des défrichements et des cultures itinérantes sur brûlis réduisant de plus en plus la durée des jachères. La superficie des terres cultivables atteint 17 millions d'hectares et celle des terres cultivées environ 6 millions d'hectares. Mais la richesse agricole est inégalement répartie entre les deux zones précédemment définies.

La zone forestière au Sud comporte environ 65 % des exploitations soit 710.000 exploitations agricoles d'environ 6 ha en moyenne et concerne les principales cultures d'exportation ; café, cacao, bois, palmier à huile, cocotier, hévéa, banane et ananas. On y trouve aussi des cultures vivrières ; riz maïs, igname, manioc, banane plantain et taro.

La zone de savane au Nord compte environ 35 % des exploitations ; soit 253.000 petites exploitations de 3,6 ha en moyenne. Le coton, la canne à sucre, le soja, le manguier et l'anacarde constituent les véritables cultures d'exportation dans cette zone. Les cultures vivrières sont représentées par le maïs, l'igname, le riz, le sorgho, le mil, l'arachide et le manioc (source : Rapport PNGTER, 1996).

Le pays compte 60 groupes ethniques. Les *Baoulé*, les *Bété*, les *Malinké* et les *Sénoufo* constituent les principales ethnies des quatre grands groupes ethnolinguistiques que sont les *Akan*, les *Krou*, les *Mandé* et les *Voltaïque*.

Sur le plan économique, la Côte d'Ivoire est un pays essentiellement agricole. **L'agriculture emploie les deux tiers de la population active** et contribue au PIB total pour 34 % et aux revenus d'exportations pour 66 %. L'agriculture a permis au pays de connaître, dans les 20 premières années après l'indépendance, une croissance annuelle du PIB de 7 %. Le pays bénéficie de plusieurs atouts :

- des ressources naturelles (agricoles) importantes,
- des terres abondantes,
- des prix favorables pour les principaux produits agricoles d'exportation,
- un afflux de main d'œuvre peu chère en provenance des pays voisins,
- une économie de libre marché,

A partir de 1981, la détérioration des termes de l'échange et la dette contractée à la fin des années 1970 plongent le pays dans une crise économique. La persistance de cette crise au début des années 1990 amène la Côte d'Ivoire à adopter sous la pression des bailleurs de fonds (FMI et Banque Mondiale) des mesures d'ajustements structurels ; notamment le désengagement de l'Etat des activités productives et une série de privatisations d'entreprises publiques.

I-2 : L'histoire Politique

L'histoire du pays a été marquée par des mouvements successifs de populations venues des zones voisines et des migrations internes.

Les premiers contacts avec les européens : les portugais, les anglais puis les français remontent au début du 19^{ème} siècle. Le 10 mars 1893, la Côte d'Ivoire fut déclarée colonie française et elle le restera jusqu'au 7 août 1960, date de son accession à l'indépendance. Sous cette administration française, le pays a eu successivement pour capitale : Grand Bassam, Bingerville puis Abidjan. Depuis 1983, Yamoussoukro en est la capitale politique mais Abidjan reste le pôle central économique. Un homme a marqué le destin de ce pays il s'agit du feu Félix Houphouët Boigny président de la Côte d'Ivoire de 1960 à 1993.

I-3 : l'Administration territoriale

Le découpage administratif divise le pays en 19 régions regroupant 58 départements et 230 sous-préfectures. Chaque région est administrée par un Préfet de région et un Sous-préfet central. Chaque département est à son tour administré par un Préfet de département. Au niveau de chaque sous-préfecture, on trouve un Sous-Préfet chargé de l'administration des villages situés en dehors de la commune urbaine. La commune urbaine qui s'étend sur un rayon de 8 à 10 km autour des villes est gérée par un maire démocratiquement élu.

Sous l'impulsion des bailleurs de fonds la Côte d'Ivoire s'est lancée dans un processus de décentralisation. C'est d'ailleurs un des points importants du programme du nouveau gouvernement en place.

Chapitre II : Rappel du contexte foncier rural ivoirien

Schématiquement, l'histoire du foncier en Côte d'Ivoire se décompose en trois grandes étapes: la situation foncière à l'époque pré-coloniale, la situation foncière pendant la colonisation et la situation foncière à partir de l'indépendance en 1960.

II-1 : La situation pré-coloniale

La situation foncière de la Côte d'Ivoire comme celle des autres Etats d'Afrique noire se caractérise à l'époque pré-coloniale par l'existence d'un droit de régime coutumier et collectif basé sur des rapports sociaux. L'espace pour les sociétés traditionnelles est un lieu de chasse, de cueillette, de mise en valeur, essentiellement pour des cultures d'autoconsommation. Le foncier se caractérise pour chaque communauté comme un mode d'accès et d'usage aux ressources où plusieurs droits peuvent se superposer ; droit de chasse, de prélèvement, de pêche, de culture ou de pâturage.

Les droits fonciers dans la société traditionnelle ivoirienne se présentent comme une hiérarchie des compétences exercées sur une pluralité de lieux et avec une diversité possible de formes d'organisation des espaces référentiels. Un espace a donc toujours vocation à voir s'exercer plusieurs prétentions ou droits et un droit est une corrélation particulière d'un mode de contrôle et d'un mode d'utilisation sur un lieu : aucun droit n'est donc comparable à un autre.

II-2 : La situation coloniale

La situation foncière ivoirienne pendant la colonisation est marquée par la présence du droit de propriété européen. Le moyen dont dispose l'Etat colonial pour assurer l'application et le respect des institutions est le Droit. Le **5 novembre 1830** le code civil français est promulgué au Sénégal pour l'ensemble des colonies françaises en Afrique. Les articles 537 et 539 de ce code civil reconnaissent à l'Etat, la propriété des "terres vacantes et sans maître".

Cette législation est caractérisée à ses débuts par le refus de reconnaître l'existence d'un "droit indigène" alors que les populations ignorent la propriété privée, seule reconnue par le code métropolitain. La réalité de pratiques foncières organisées dont l'existence a été pourtant attestée par les explorateurs est entièrement ignorée par la législation. C'est le droit foncier français qui régit les transactions entre français et indigènes. Mais, pendant cette période, la législation est difficile à appliquer ; seuls les européens procèdent aux enregistrements. Sur le terrain, ce sont les pratiques coutumières qui prévalent. L'Etat colonial est finalement propriétaire des terres mais concède aux populations locales un droit d'usage sur les terres mise en valeur.

Le **30 août 1900**, la revendication du domaine éminent de l'Etat est abandonnée par décret en Côte d'Ivoire suite aux difficultés liées à son application sur le terrain. **Jusqu'en 1935**, l'administration limite sa domanialité aux seules "terres vacantes et sans maîtres". A propos de la théorie des "terres vacantes et sans maître", le premier correctif apparu en 1935 définit les limites du domaine privé de l'Etat colonial. Le décret précise que : *« appartiennent à l'Etat les terres qui, ne faisant pas l'objet d'un titre régulier de propriété ou de jouissance..., sont inexploitées ou inoccupées depuis plus de 10 ans »* ; laps de temps notoirement insuffisant, compte tenu de la durée des jachères (15 à 20 ans à cette époque). Le principe ne

disparaît qu'en **1955** (décret du 20 mai 1955) où la concession de terres à l'Etat est accordée après une enquête publique et contradictoire, prouvant l'inexistence de droits coutumiers sur la terre. Il revient donc à l'Etat de faire preuve de la vacance et de l'absence de "maître" avant toute acquisition. Plus tard, la loi cadre votée le **23 juin 1956** en France, attribue aux territoires et non plus à l'Etat français, les "terres vacantes et sans maîtres".

D'une manière générale, l'Etat français durant toute la période coloniale, a eu l'occasion de donner des concessions à qui il voulait sans tenir compte des droits d'usage locaux en Côte d'Ivoire . Mais en fait, seule une infime partie des terres cultivables était véritablement régie par la législation.

II-3 : La situation à partir de l'indépendance

A partir de 1945, l'économie de plantation joue un rôle essentiel dans le développement économique et social du pays. La politique foncière régulée par l'Etat, favorise à travers multiples formes d'interventions implicites, une dynamique de colonisation foncière pour soutenir le processus de développement économique. L'optique de mise en valeur a produit, non une politique foncière mais un slogan soutenu par l'administration selon lequel "la terre appartient à celui qui la met en valeur".

Après les indépendances de 1960, la Côte d'Ivoire nationalise le droit colonial ; les divers décrets présentés en première partie restent applicables, sauf modifications de détail, pour ce qui concerne le domaine public (décret 1928), la propriété foncière et l'immatriculation (décret de 1932) et le régime domanial (décret de 1935). Seul le décret foncier de 1955 n'aurait pas reçu d'application, faute de mesures d'accompagnement .

Etape 1 : de 1960 à 1963

La politique foncière est caractérisée par une interaction entre la recherche d'un droit national et un droit colonial qui persiste.

Dès l'Indépendance le **7 août 1960**, le pays hérite du décret du 20 mai 1955 dont l'originalité tient à ce que l'Etat doit prouver qu'il est propriétaire d'une terre non mise en valeur, face au détenteur coutumier. Cependant, dans son message à la nation du **3 janvier 1961**, le Président Houphouët précise que *«...chaque fois que, dans les circonstances actuelles de temps et de lieu, il apparaîtra que l'Etat est le mieux placé pour tirer pleinement parti des richesses naturelles de la Côte d'Ivoire, la loi devra lui permettre d'agir dans l'intérêt général. »*. Face à la difficulté de concrétiser ce domaine de l'Etat, les textes d'application du décret foncier de 1955 sont laissés de côté. Le **20 mars 1963**, le code domanial ivoirien est voté à l'Assemblée Nationale. Mais le Président de la République a usé de son droit pour ne pas promulguer le texte. En effet, par le projet de loi de 1963, l'Etat répartit les terres à ceux qui la mettent en valeur ; cette démarche échoue face à l'opposition des autorités foncières coutumières. Mais l'idée motrice, entérinée par les autorités politico-administratives locales, facilite le mouvement de colonisation des régions forestières de l'ouest. Remis à l'Assemblée Nationale pour une reprise en deuxième lecture, le texte de mars 1963 va rester le même jusqu'en 1998.

Etape 2 : de 1963 à 1971

La politique foncière ivoirienne sur cette période consiste à tenter de mettre en forme (par des textes particuliers) les principes et le contenu de la loi de 1963 qui a été votée mais qui n'a pas été promulguée.

Le Président Houphouët n'a pas promulgué les textes se référant au code domanial de 1963 parce qu'il les a jugés inapplicables. En effet, voulant réaliser un équilibre entre les détenteurs coutumiers et l'Etat, le texte a repris l'idée de biens mis en valeur au nom de l'Etat. Les paysans, pour marquer leur présence effective sur les terres avant l'arrivée de la commission domaniale, ont fait des mises en valeur superficielles et y ont mis le feu.

A partir de 1963, l'intervention de l'Etat est limitée. Elle se contente de chercher à réunir les conditions les plus favorables pour stabiliser la propriété foncière et assurer la sécurité des conventions ayant la terre pour assise. L'Etat perfectionne son système de cadastre et réorganise le service des domaines. Il intervient surtout par une politique "volontariste" d'aménagement du territoire. La législation foncière en application est fondée sur la propriété privée individuelle et concessionnelle. Toutes les terres appartiennent à l'Etat qui concède des droits d'usage ou de propriété partielle. En même temps, les droits coutumiers sont considérés comme personnels et incessibles.

Suite au principe non promulgué de mise en valeur de la Loi de 1963, on assiste à une tendance à la surexploitation des terres. Les conflits entre pasteurs et agriculteurs immigrés se développent.

Etape 3 : de 1971 à 1989 (mise en place d'un Plan Foncier Rural)

Sur cette période, parallèlement à la recherche d'un droit foncier conforme aux réalités du milieu rural et ayant une assise constitutionnelle incontestable, se met en place une politique de décentralisation. Ces deux politiques interfèrent l'une sur l'autre et créent un flou au niveau des dispositions et des organisations administratives ou locales, en charge de leur mise en œuvre.

L'Etat maintient son soutien à l'accumulation primitive de capital dans l'agriculture pour attirer les investisseurs et assurer le développement du pays. Cette politique accentue l'individualisation des terres et les iniquités dans les cultures de rente, principalement pour le cacao et le café.

A partir de 1971, l'Etat concède une reconnaissance limitée aux droits coutumiers. L'utilisation légale d'un terrain suppose d'avoir un titre de concession provisoire ou définitive ou une autorisation d'occupation du sol. Par la loi de 1984, l'enregistrement des baux conduisant à l'appropriation de la terre est rendu obligatoire.

Malgré toutes les dispositions prises par l'Etat pour contrôler et gérer le foncier en milieu rural, on note à la fin des années 80, que moins de 5 % des terres rurales sur le territoire national sont de droit moderne, donc immatriculées. Il ressort donc que cette politique foncière héritée de la colonisation n'est pas adaptée au milieu rural ivoirien. La prise en compte de ce constat et la volonté des autorités politiques appuyées par les bailleurs de fonds, de mettre en place une législation foncière prenant en compte les

réalités locales et devant permettre à terme de faire face aux nombreux problèmes sociaux liés à la terre, à la modernisation du pays et à la gestion rationnelle des ressources naturelles (concept très en vogue à cette époque) ont conduit au lancement d'une opération pilote de plan foncier rural.

Ainsi le conseil des Ministres réunis le 21 novembre 1988 crée l'opération pilote Plan Foncier Rural (PFR) qui est sous la responsabilité du ministère de l'agriculture. Cette opération est chargée de recenser tous les droits existants, officiels ou non, et de préparer l'élaboration d'un code foncier rural.

Etape 4 : de 1989 à 1998

Mise en œuvre d'une nouvelle loi relative au domaine foncier rural.

Le conseil des Ministres du 25 Août 1994 décide la généralisation à long terme de l'opération pilote Plan Foncier Rural. Il est donc réalisé dans un premier temps à titre expérimental, pour tester les méthodes de réalisation du cadastre rural et d'identification des droits fonciers dans différentes régions du pays.

Enfin, le 23 décembre 1998, la loi n° 98-750 relative au domaine foncier rural est votée à l'unanimité moins une abstention par l'Assemblée Nationale ivoirienne.

Chapitre III : Le Plan Foncier Rural (PFR) Ivoirien

III-1 : Origines et finalités du PFR

Les raisons de la création d'un Plan Foncier Rural en Côte d'Ivoire à la fin des années 80 sont en fait, multiples. Il apparaît comme le résultat d'un compromis entre plusieurs attentes de l'Administration ivoirienne et des bailleurs de fonds (BOSC et Al., 1996). Pour l'Etat ivoirien, il s'agit de financer une opération pilote qui, à plus long terme, permettrait l'établissement d'un Plan Foncier Rural auprès de son Ministère de l'Agriculture, fournirait aux agriculteurs ivoiriens un cadre favorisant l'entretien et l'amélioration de leur patrimoine foncier et faciliterait le règlement des litiges fonciers.

A court terme, le plan devrait permettre à l'Administration de disposer d'un ensemble d'instruments permettant de faire face à plusieurs préoccupations du moment :

- (a) Identification de terres éventuellement disponibles pour l'installation des jeunes agriculteurs soutenus par le MINAGRA. *« Il ne s'agit plus ici de recenser les terres indépendamment des droits s'y exerçant mais de les recenser en précisant qui détient quel type de droit sur des portions de terres non encore mises en valeur, afin de pouvoir négocier les conditions de l'installation des jeunes »* (BOSC et Al., 1996, p. 23).
- (b) Réflexions sur le droit foncier rural ivoirien et promotion d'une évolution vers la propriété privée ou vers des formules intermédiaires. Cette préoccupation s'insère dans l'évolution de la politique foncière en Côte d'Ivoire telle que présentée dans le chapitre

précédent, pour l'élaboration d'une nouvelle loi foncière. *« La modernisation de l'agriculture passerait en particulier par l'installation d'un nouveau paysannat moderniste financé par le recours au crédit garanti par la propriété foncière sous réserve que la terre puisse devenir une marchandise »* (BOSC et al., 1996, p. 24). Selon GASTALDI (1987) (cité par BOSC et al. 1996, p. 24), *« il y a lieu de surseoir à une concrétisation systématique du droit de propriété, tout en protégeant et en renforçant le droit d'usage et en donnant à ce dernier le cadre propre à son évolution vers un droit réel »*.

- (c) Aménagement du territoire grâce à une meilleure connaissance des données géographiques, économiques et humaines. Pour le MINAGRA, il s'agit de connaître de manière précise l'état des terres mises en valeur et leur évolution, afin d'organiser le développement agricole par des interventions de l'Etat et des développeurs.
- (d) Gestion du patrimoine foncier ivoirien.

L'opération pilote du Plan Foncier Rural est créée par le conseil des Ministres du 21 décembre 1988. Elle a pour objectif de tester auprès de l'Administration et des populations rurales, en zone de savane comme en zone forestière, la mise en place d'un Plan Foncier Rural. Cette opération consiste à recenser tous les droits tant coutumiers que modernes qui s'exercent sur les terrains ruraux, à réaliser une cartographie des limites sur une carte au 1/10 000 effectuée à partir de photoplans et à établir un registre des différents droits recensés au niveau de chaque parcelle, sur la base de procès-verbaux d'enquêtes foncières.

La première finalité de l'opération pilote du Plan Foncier Rural consiste à recenser la situation foncière actuelle en constatant les droits sur la terre tels qu'ils sont perçus et reconnus par les villageois et l'administration, et tels qu'ils sont exprimés devant une équipe d'enquête comme résultats d'accords entre individus voisins, familles et villages qui n'auraient pas été contestés par les intéressés.

Sa seconde finalité est l'expérimentation d'une procédure technique et administrative. Les équipes d'enquête formées de trois ou quatre agents, sont réputées neutres et font un constat (en présence de l'intéressé et de ses voisins) des limites reconnues par eux et seulement de celles-ci. Les agents du Plan Foncier Rural ne sont donc pas habilités à matérialiser les limites sur le terrain (bornage) ni à régler les litiges s'il en existe.

III-2 : Exécution du PFR

Les différents partenaires du PFR sont : le MINAGRA qui assure la maîtrise d'ouvrage, le BNETD (ex-DCGTx) qui assure la maîtrise d'œuvre ; les bailleurs de fonds sont l'Etat ivoirien à travers le BSIE, la banque mondiale, le FAC et l'AFD (ex-CCCE, puis ex-CFD).

Les **différentes étapes de réalisation** des opérations du plan foncier rural sont résumées en sept (7) phases :

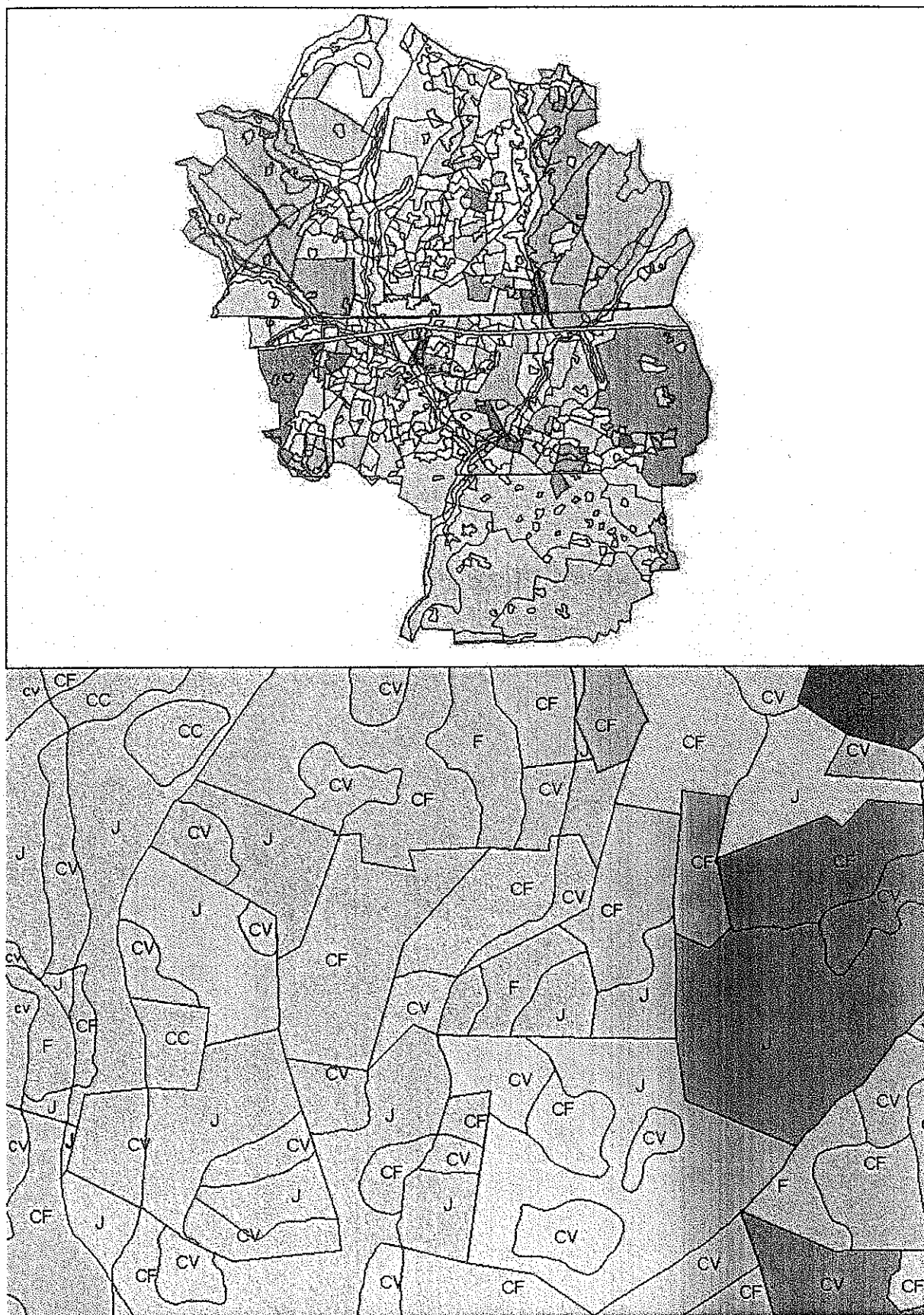
- Les travaux de préparation de la zone : ces travaux concernent les études (sociologiques) préliminaires réalisées sur la zone, la recherche documentaire (documents graphiques ou littéraires) et la reconnaissance de la zone.
- Les travaux de prises de vues aériennes et de confections des photoplans : il s'agit de la réalisation des prises de vue aérienne (PVA) selon des normes techniques bien définies et

de la confection des photoplans (support de travail pour la délimitation des parcelles) au 1/10 000.

- Les travaux d'enquêtes foncières : il s'agit de la sensibilisation (générale tenue dans les chefs-lieux de préfecture ou de sous-préfecture et rapprochée tenue par le bureau local dans les villages). Ces travaux ont lieu avant le démarrage effectif des enquêtes. Puis suivent les enquêtes démographiques (connaissance de la population et de son organisation sociale) et les enquêtes foncières (qui consistent à lever à la planchette les limites de parcelle de façon contradictoire et la rédaction des procès verbaux d'enquête validés par l'intéressé, les voisins immédiats et le détenteur du droit coutumier).
« Les travaux de terrain nécessitent des hommes ayant le sens de l'organisation pour assurer une programmation efficace et exécuter rapidement les levés. Ceci s'acquiert principalement sur le terrain. L'encadrement et la coordination doivent être correctement assurés par les responsables des travaux pour garantir des résultats fiables » (PFR, Manuel de procédure, ST).
- La production des documents : cette étape concerne la production des plans graphiques (calque de photoplan, numérisation des calques de photoplan et mosaïquage des calques de terroir) et la production des données alphanumériques (saisies de fiches démographiques, de fiches d'enquêtes foncières et constitution du SIG et du SIF).
- La publication des résultats : la publicité constitue la dernière phase d'établissement du PFR. Elle s'effectue de façon publique auprès des populations avec un délais de trois mois pour observations avant validation des travaux. Un comité de gestion foncière du terroir (CGFT) est mis en place juste avant la publicité pour la gestion des documents PFR remis aux autorités locales.
- L'établissement du registre foncier : Il s'agit d'un registre qui synthétise l'ensemble des informations portant sur une parcelle donnée et qui prévoit la prise en compte des éventuelles modifications ultérieures sur la parcelle.
- L'archivage et la mise en place de la maintenance : les documents ainsi produits par le projet seront archivés au niveau de la cellule de maintenance créée au sein du MINAGRA après remise officielle du Plan Foncier Rural.

Ci-dessous deux plans issus des travaux PFR (Plan du terroir de GOLIKRO et un extrait de ce même plan montrant le parcellaire de culture).

Plan du terroir de GOLIKRO et un extrait du plan de cultures



Chapitre IV : Le Projet National de gestion des terroirs et de l'équipement rural (PNGTER)

IV-1 : Origines et objectifs du PNGTER

L'idée de préparation du PNGTER est née des constats suivants faits en milieu rural

1. EN MATIERE FONCIERE

Les textes actuels régissant le foncier rural sont difficiles à appliquer. Il y a une coexistence du droit coutumier et du droit moderne avec comme conséquences :

- un manque de sécurisation foncière pour la création d'exploitations et l'investissement agricole ;
- une mauvaise utilisation de l'espace rural et des ressources naturelles avec comme corollaire la destruction de l'environnement ;
- des conflits fonciers.

2. EN MATIERE D'INVESTISSEMENT RURAL

Les choix initiaux des investissements en milieu rural et leur programmation à travers des projets de développement ou les FRAR, ont souvent été faits sans l'implication directe ou totale des populations, entraînant l'abandon ou la mauvaise exploitation d'une partie de ces investissements.

La part des investissements productifs reste encore faible dans les FRAR (par opposition aux investissements sociaux : école, centre de santé, etc.) . Cette situation rend difficile le financement des charges récurrentes des investissements sociaux.

La maîtrise d'œuvre des populations rurales dans la réalisation des investissements reste encore faible. (Faible implication dans le suivi des réalisations) .

OBJECTIFS

Le **PNGTER** a pour objectif essentiel la recherche de solutions aux constats énumérés ci-dessus dans le cadre des politiques du Gouvernement en matière :

- de développement rural durable ;
- d'aménagement du territoire et de décentralisation.

Dans le cadre de ce projet, il s'agira, à partir de la clarification de la situation foncière, de mieux responsabiliser les populations rurales en matière de planification, de choix et de réalisation des investissements relatifs à la production agricole, à l'infrastructure rurale, à la préservation et à la gestion des ressources naturelles.

IV-2 : Les composantes du PNGTER

Le projet s'articule autour de 4 composantes principales exécutées de manière relativement autonome sur le plan financier à savoir :

- *la sécurisation foncière*
- *la gestion des terroirs*

- *l'appui à l'investissement rural*
- *la coordination interministérielle et intersectorielle du projet et les activités d'appui (à la décentralisation, au cadastre, au suivi environnemental)*

IV-2-1 : La composante sécurisation foncière

A travers cette composante, le Gouvernement entend **sécuriser la tenue foncière**, garantie permettant d'investir durablement et de manière productive dans le capital foncier tant au plan individuel que collectif.

Le Gouvernement a donc entamé une clarification de la situation foncière avec les phases pilote et de consolidation du Plan Foncier Rural démarrées depuis 1990. La phase d'extension se fera à travers le PNGTER sur environ 2 millions d'hectares dans 13 Départements.

Il s'agira de faciliter l'accès au droit moderne des parcelles objets des droits coutumiers, tout en prenant en compte les réalités rurales.

Cette composante permettra d'instaurer d'une part les bases d'un véritable cadastre rural et d'autre part les procédures simples et moins onéreuses devant déboucher à terme sur :

- l'accélération des procédures d'immatriculation des terroirs et de publication des droits des collectivités coutumières au livre foncier ;
- l'émission de titres juridiques de propriétés au profit des communautés villageoises et leur implication dans la gestion de ces titres.

Techniquement, la composante **Sécurisation Foncière** comprend 2 volets :

IV-2-1-1 : Le Plan Foncier Rural

- recenser tous les droits fonciers (coutumiers ou modernes) qui s'exercent sur les terres rurales à travers des enquêtes démographiques et foncières sur le terrain ;
- cartographier des limites foncières de ces terres ;

IV-2-1-2 : La maintenance du Plan Foncier Rural

- la validation des documents ;
- la conservation des documents
- la mise à jour continue de ces documents par l'Administration et les Comités de Gestion Foncière Rurale créés à cet effet.

La composante **Sécurisation Foncière** a pour tutelle le Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales et sera réalisée en ce qui concerne le Plan Foncier Rural, par le **Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD)** à travers une convention.

La maintenance et la mise à jour du plan Foncier Rural seront réalisées par les **Directions Régionales de l'Agriculture et des Ressources Animales**

IV-2-2 : La composante Gestion des terroirs (GT)

La composante gestion des terroirs est perçue comme une fonction d'animation et d'organisation des communautés rurales qui devra conduire à un processus participatif de ces communautés à :

- l'identification des contraintes qui devront être levées pour favoriser un développement durable de leurs terroirs ;
- l'identification des intérêts des groupes spécifiques (femmes, jeunes et autres) ;
- l'identification et la programmation des actions d'investissement sociaux et productifs nécessaires pour lever ces contraintes, à travers des plans de développement local ;
- la mobilisation des financements nécessaires pour les réalisations ;
- la gestion et la maintenance des réalisations.

Cette **approche** est **multidisciplinaire et multisectorielle** de telle sorte que les communautés rurales bénéficieront d'un **développement intégré et équilibré**.

Pour mener à bien cette fonction d'animation rurale, le Gouvernement s'attellera à mettre en place un instrument d'appui aux populations à travers des Equipes de Gestion des Terroirs (EGT). Ces équipes issues du secteur privé ou d'ONG nationales seront constituées par un nouveau profil d'agents d'animation plurisectorielle du développement. Celles-ci appuieront les populations pour l'établissement des plans de développement local .

Cette composante a pour tutelle le Ministère d'état , Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales et sera exécutée par l'Agence Nationale d'Appui au Développement rural (ANADER) à travers une convention.

IV-2-3 : La composante Aide à l'Investissement en milieu rural (AIMR)

A travers cette composante, le projet appuiera les investissements en milieu rural par la mise à disposition des FRAR de fonds pour le financement des actions identifiées par les populations. Ce financement aura certaines spécificités.

a) le PNGTER privilégiera au mieux le financement des paquets d'investissements triennaux regroupant à la fois :

- des investissements productifs de l'ordre de 45% du montant de l'enveloppe de financement du paquet. Les ressources générées permettront de mieux assurer les charges récurrentes des autres investissements ;
- des infrastructures sociales de l'ordre de 45% ;
- des activités non agricoles ou culturelles de l'ordre de 10%.

b) l'amélioration des produits FRAR à travers :

- une plus grande implication des populations au niveau du choix des projets, des entreprises devant les réaliser et des modalités de paiement et de réception des travaux ;
- un allègement des formalités et la réduction des délais de mise en œuvre des projets.

Cette composante sera réalisée par le Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement à travers la Direction de l'Aménagement du Territoire et de la régionalisation.

IV-2-4 : La coordination du projet

Compte tenu du caractère interministériel et intersectoriel du projet, deux organes ont été créés et rattachés au Cabinet du Premier Ministre à savoir :

- un comité de pilotage et d'orientation composé de représentants de haut niveau de différents ministères et structures impliqués dans la réalisation du projet. Ce comité est présidé par le cabinet du premier ministre.
- une cellule nationale légère de coordination technique dirigée par un coordonnateur national. Cette cellule assurera la coordination technique entre les ministères, les composantes et la réalisation des activités d'appui .

Les activités d'appui comprendront :

- l'appui à la décentralisation (Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation,) à travers un soutien aux nouvelles communautés rurales à créer dans le cadre de la décentralisation ;
- l'appui institutionnel à la Direction du Cadastre et de la Conservation Foncière (Ministère de l'Economie et des Finances) dans le cadre de la réalisation du Plan Foncier Rural ;
- le suivi environnemental du projet.

Au cours d'une première phase de 5 ans, le projet concernera environ 1070 villages, 180 pays ruraux dans 13 départements (Abengourou, Bangolo, Béoumi, Bondoukou, Bouaké, Dabakala, Daloa, Daoukro, Ferkéssédougou, Korhogo, Odienné, Sakassou, Soubré).

Dés la première année, la priorité sera accordée :

- ❖ d'une part aux zones déjà couvertes par le Plan Foncier Rural afin d'éviter une rupture du processus, déjà en cours (phases pilotes et de consolidation) ;
- ❖ et d'autre part aux nouvelles communautés rurales à créer dans le cadre de la décentralisation.

Chapitre V : La loi foncière n°98-750 du 23 décembre 1998

V-1 : Origines de la loi

Le 23 décembre 1998, une nouvelle législation foncière est adoptée par l'Assemblée nationale ivoirienne (Loi n° 98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural en Côte d'Ivoire). Ce nouveau code foncier rural a été élaboré en partie à partir des réalités foncières locales relevées par le PFR. Selon les autorités politiques et administratives, le projet de loi a fait l'objet de plusieurs rencontres entre législateurs et populations rurales sur le terrain. Cependant la mission CIRAD d'évaluation du PFR en 1996 avait soumis dans ses recommandations, la nécessité d'entreprendre une série d'études sur les pratiques locales de sécurisation et les phases réelles de négociation dans plusieurs localités du pays pour clarifier les règles (présentées, discutées et négociées au départ) avant la prise en compte des résultats du PFR dans une telle politique foncière.

V-2 : La loi et ses décrets d'application

La loi n°98-750 relative au domaine foncier rural fut adoptée et promulguée comme loi de l'Etat, le 23 décembre 1998.

Il est écrit d'emblée dans l'article premier de cette loi, que seuls, l'Etat, les collectivités publiques et les personnes physiques ivoiriennes sont admis à être propriétaires sur le domaine foncier rural. Les droits de propriétés de terres du domaine foncier rural acquis antérieurement à la présente loi par les personnes physiques ou morales ne remplissant pas les conditions d'accès à la propriété fixée par l'article premier sont maintenus à titre personnel. Les héritiers de ces propriétaires qui ne rempliraient pas les conditions d'accès à la propriété, disposent d'un délai de trois (3) ans pour céder les terres ou déclarer à l'autorité administrative compétente le retour de ces terres au domaine de l'Etat sous réserve d'en obtenir la location sous forme de bail emphytéotique cessible.

Le domaine foncier rural est à la fois

- hors du domaine public ;
- hors des périmètres urbains ;
- hors des zones d'aménagement différé officiellement constituées ;

Il est composé :

A titre permanent :

- des terres propriétés de l'Etat ;
- des terres des collectivités publiques et des particuliers ;

- Des terres sans maître.

A titre transitoire :

- des terres du domaine coutumier ;
- des terres du domaine concédé par l'Etat à des collectivités publiques et des particuliers.

Quant au domaine foncier rural coutumier, il est constitué par l'ensemble des terres sur lesquelles s'exercent des droits coutumiers conformes aux traditions ou des droits coutumiers cédés à des tiers.

Il est réaffirmé le régime de l'immatriculation foncière en zone rurale. Nonobstant pour ce qui concerne le domaine coutumier, la propriété est établie par le certificat foncier. Le certificat foncier a les mêmes capacités juridiques qu'un titre foncier, mais il doit être consolidé dans un délai de trois ans à compter de sa date de délivrance par une immatriculation foncière en bonne et due forme. Le certificat foncier peut donc être considéré comme l'acte qui permet de passer du régime coutumier au régime de l'immatriculation.

Trois décrets viennent consolidés la loi.

Le DECRET N°99-593 du 13 Octobre 1999 Portant organisation et attributions des Comités de Gestion Foncière Rurale.

Il est fait mention dans ce décret des organes locaux de gestion foncière. Il s'agit, au niveau sous préfectoral du comités de gestion foncière rurale(CGFR) et au niveau des villages du comité villageois de gestion foncière rurale(CVGFR).

Le comité de gestion foncière rurale (CGFR) présidé par le sous-préfet, comprend :

□ Avec voix délibérative

- un représentant du Ministère d'Etat, Ministère de l'agriculture et des Ressources Animales
- un représentant du Ministère de l'Environnement et de la Forêt
- un représentant du Ministère du Logement et de l'urbanisme
- un représentant du Ministère des Infrastructures Economiques
- un représentant du Service du Cadastre
- six représentants des communes rurales, des villages et des autorités coutumières désignés sur proposition des populations pour une durée de trois ans renouvelable.

□ Avec voix consultative

- un gestionnaire du Plan Foncier Rural partout où ce projet a été réalisé ou est en cours de réalisation
- les personnes concernées par les questions devant faire l'objet des délibérations du comité et notamment des représentants des comités villageois tels que prévus à l'article 5
- toute personne utile à la bonne fin des travaux du comité .

Il est écrit dans ce décret que le comité est l'organe de gestion foncière rurale.

□ Il délibère obligatoirement :

- sous forme d'avis conformes sur :
 - ✓ la validation des enquêtes officielles de constat de droits fonciers coutumiers
 - ✓ les oppositions ou réclamations survenant au cours des procédures d'immatriculation des terres du domaine foncier rural concédé
 - ✓ les conflits non résolus au cours des enquêtes foncières
 - ✓ les demandes de cession de droits fonciers coutumiers
 - ✓ l'implantation des opérations de reboisement
 - ✓ l'implantation des projets d'urbanisation
- sous forme d'avis simples sur les implications foncières des différents projets de développement rural.

- Il peut être saisi pour avis simple, par les autorités compétentes, de toute question relative au Domaine Foncier Rural.
- Il prend l'initiative d'étudier toute question relevant de sa compétence aux fins de propositions aux autorités compétentes.
- Il est obligatoirement informé de l'établissement des certificats fonciers et des actes de gestion les concernant.

Les Comités Villageois de Gestion Foncière Rurale (CVGFR) sont créés par le sous préfet pour l'étude de tous les dossiers concernant leurs terroirs. L'organisation de ces comités est plus souple, mais les chefs de terres sont obligatoirement membres de ces comités.

Le DECRET N°99-594 du 13 octobre 1999 Fixant les modalités d'application au Domaine Foncier Rural coutumier de la loi n°98-750 du 23 décembre 1998

Il est écrit dans ce décret :

Article 1. Toute personne, tout groupement informel d'ayants droit se disant détenteur de droits sur le Domaine Foncier Rural coutumier, doit faire constater ses droits dans les délais prescrits par la loi N°98-750 susvisée. Le constat est effectué au terme d'une enquête

officielle réalisée au frais du demandeur selon les modalités déterminées par les articles ci-après.

Article 2. La demande d'enquête en vue de l'établissement d'un Certificat Foncier est adressée au sous- préfet compétent en sa qualité de président du Comité de Gestion Foncière Rurale.

Elle est rédigée selon le formulaire défini par arrêté du Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales.

Elle comporte :

- des informations sur l'identité du demandeur
- la désignation sommaire du bien foncier coutumier
- le choix par le demandeur d'un opérateur technique sur une liste d'agrément arrêtée par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales et le Ministre de l'Economie et des Finances.

Les modalités d'inscription et de radiation sur la liste d'agrément, sont fixées par arrêté conjoint du Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales et du Ministre de l'Economie et des Finances.

Article 3. Dès réception de la demande, le sous-préfet désigne un commissaire-enquêteur sur proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et des Ressources Animales.

Si l'enquête est diligentée dans le cadre d'un programme public d'intervention, la désignation du commissaire-enquêteur est effectuée par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales.

Le sous-préfet déclare l'ouverture de l'enquête par affichage à la sous-préfecture, dans les services extérieurs du Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales, au village concerné, en tout lieu utile aux besoins de l'enquêteur, et par communiqué radiodiffusé.

Il faut retenir de ce décret qu'un commissaire enquêteur sera commis pour superviser le recueil des droits et les opérations de publicité foncière au village. Un opérateur technique choisi sur une liste d'agrément fera l'abornement et le lever topographique de la parcelle. Le certificat foncier est préparé par les directions départementales de l'agriculture et est signé par le préfet de département après consultation des différents comités de gestion foncière.

Le plan du bien foncier doit être conforme aux normes suivantes :

- échelle au 1/10.000 ou échelle plus grande si nécessaire
- rattachement au Réseau Géodésique Ivoirien
- indication du nord vrai
- précision de l'ordre du mètre
- indication d'au moins deux points d'appui géoréférencés.

Le titulaire d'un certificat foncier dispose d'un délai de trois ans à compter de la date de délivrance du certificat pour requérir à l'immatriculation foncière sous peine de voir son certificat invalidé et l'immatriculation de son bien au nom de l'Etat.

Le DECRET N°99-595 du 13 octobre 1999 Fixant la procédure de consolidation des droits des concessionnaires provisoires de terres du domaine foncier rural.

Ce décret clarifie les procédures de consolidations des droits des concessionnaires sur le domaine de l'Etat. Ces concessionnaires doivent demander l'immatriculation de ces biens pour avoir dans certaines conditions la pleine propriété ou bien la location sous forme de bail.

Il est à noter que plusieurs arrêtés viennent fixer les modalités d'application de ces trois décrets. Plusieurs de ces arrêtés sont en cours de discussion à la commission foncière rurale au niveau du ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales.

V-3 : Les dispositions pratiques de mise en œuvre

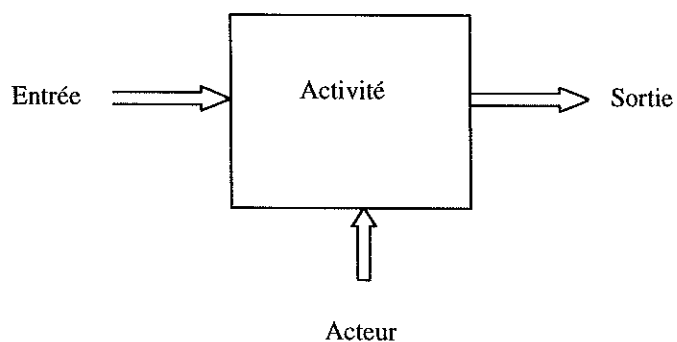
Pour accélérer le processus de délivrance de certificats fonciers et diminuer leur coût de confection, l'Etat a décidé de procéder à la mise en place d'une infrastructure cadastrale de base par le biais d'une opération de délimitation des terroirs villageois.

V-3-1 : délimitation des terroirs villageois

La délimitation des terroirs villageois est une opération de service publique et les coûts incombent complètement à l'Etat ivoirien. Tous les terroirs seront bornés et rattachés au Réseau Géodésique Ivoirien (le premier ordre de ce réseau est en place). Les opérations de levés de parcelles pourront s'appuyer sur les bornes du terroir pour leur rattachement. Cette opération de délimitation des terroirs villageois participe aussi au mouvement de décentralisation en cours dans le pays.

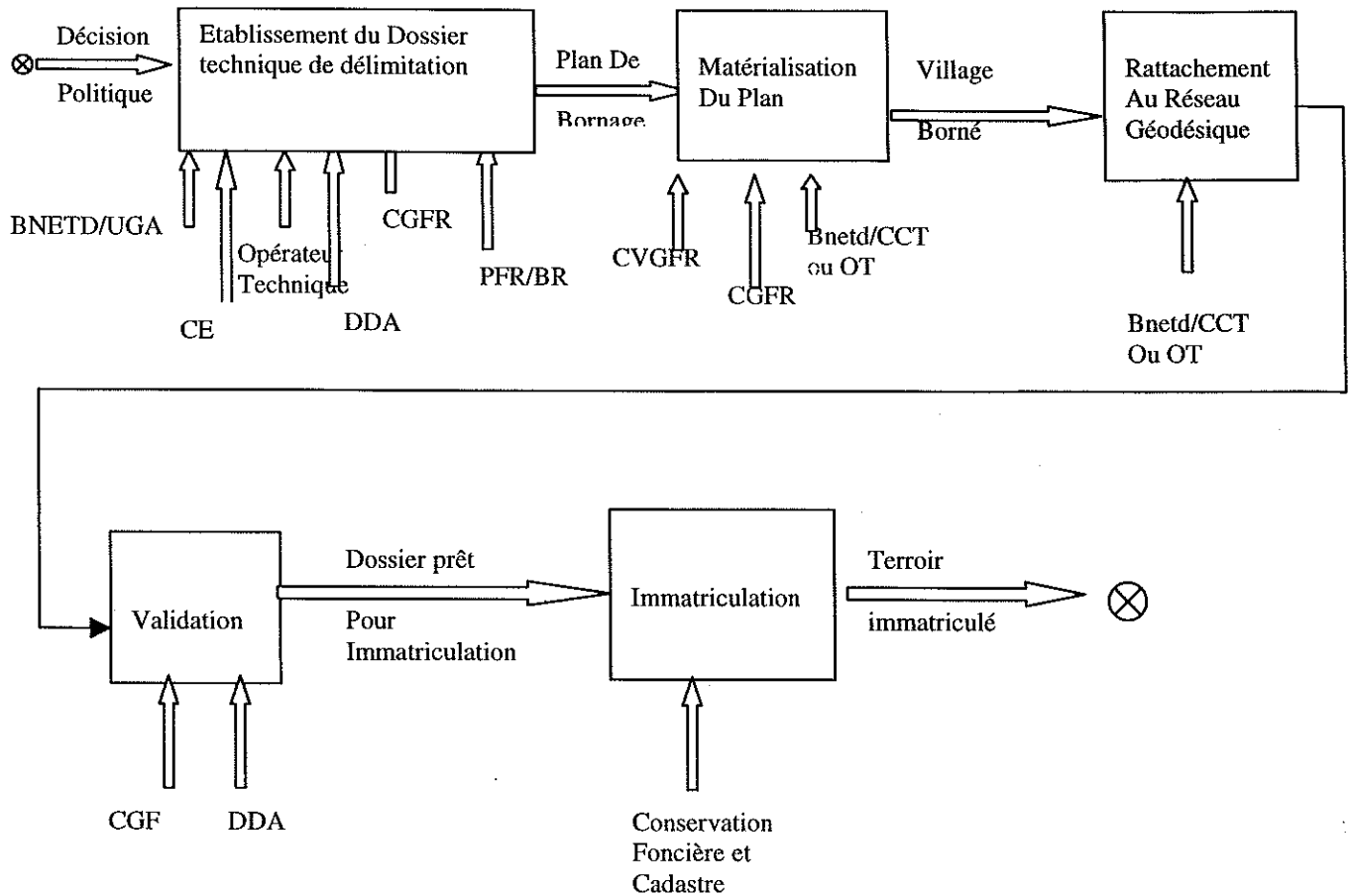
Pour la question de la mise à jour des limites des terroirs, il est dit implicitement que ces limites seront intangibles.

Ci-dessous un circuit probable pour la délimitation des terroirs villageois.



Légende de tous les schémas présentés dans cette rubrique

Circuit de procédures pour l'immatriculation des terroirs villageois



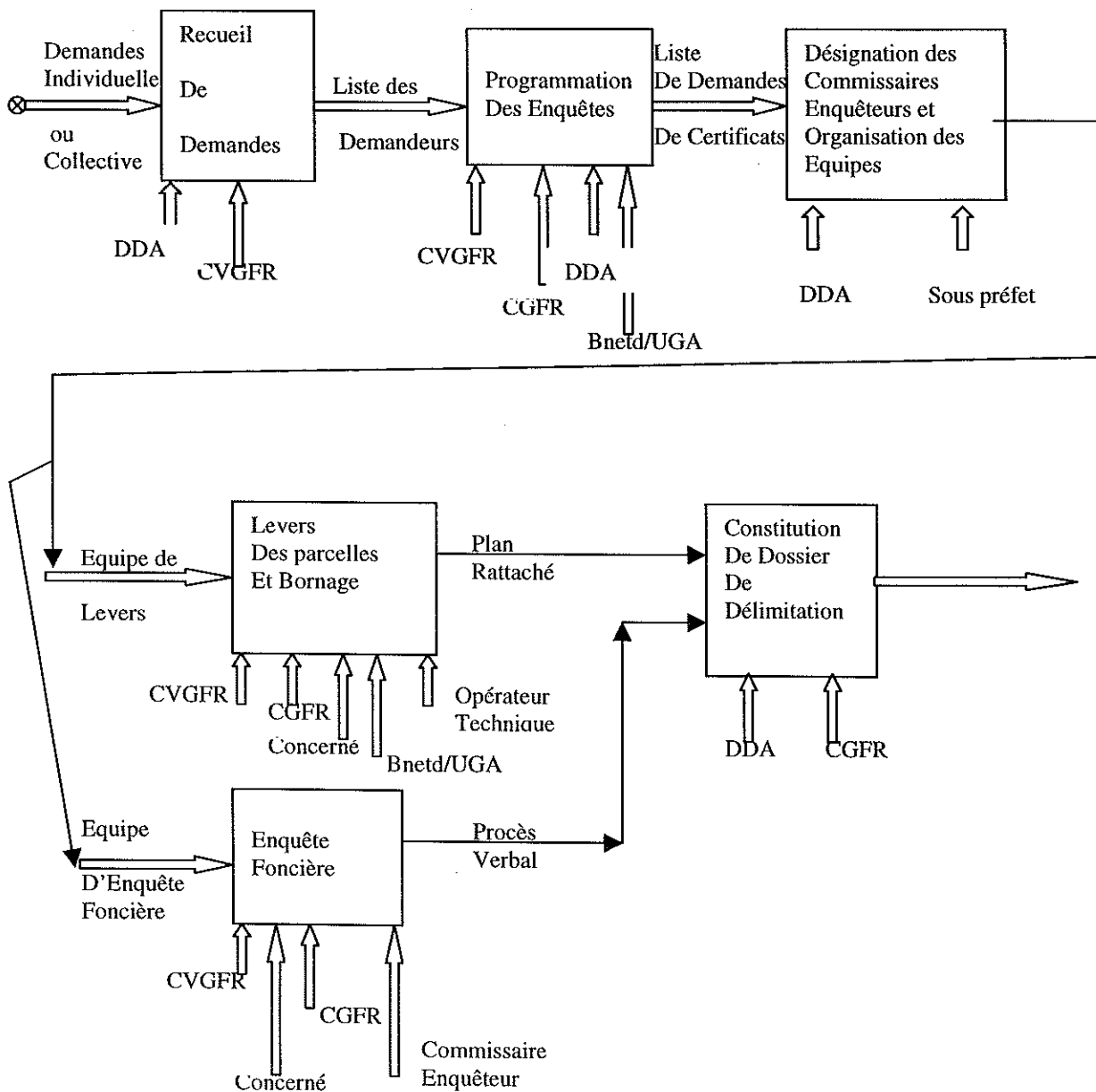
V-3-2 : Délimitation du parcellaire de propriété

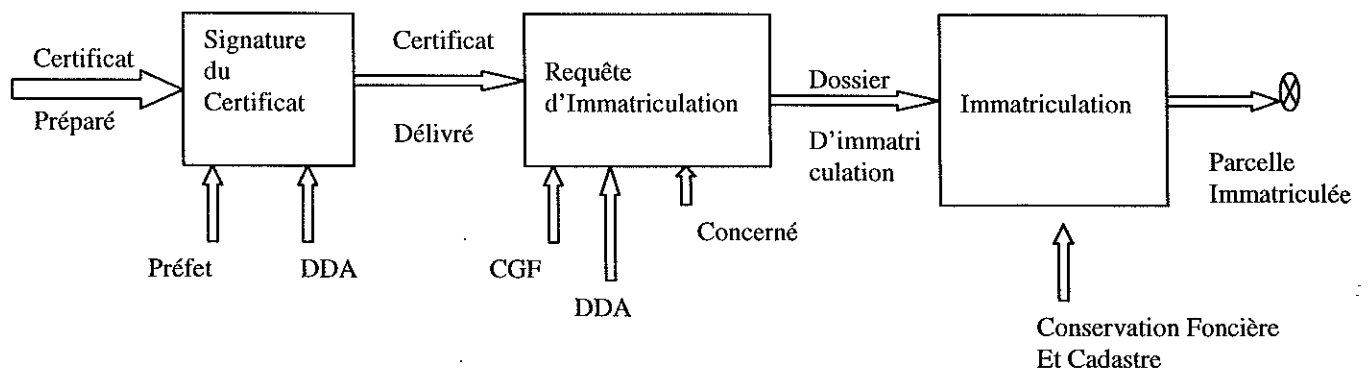
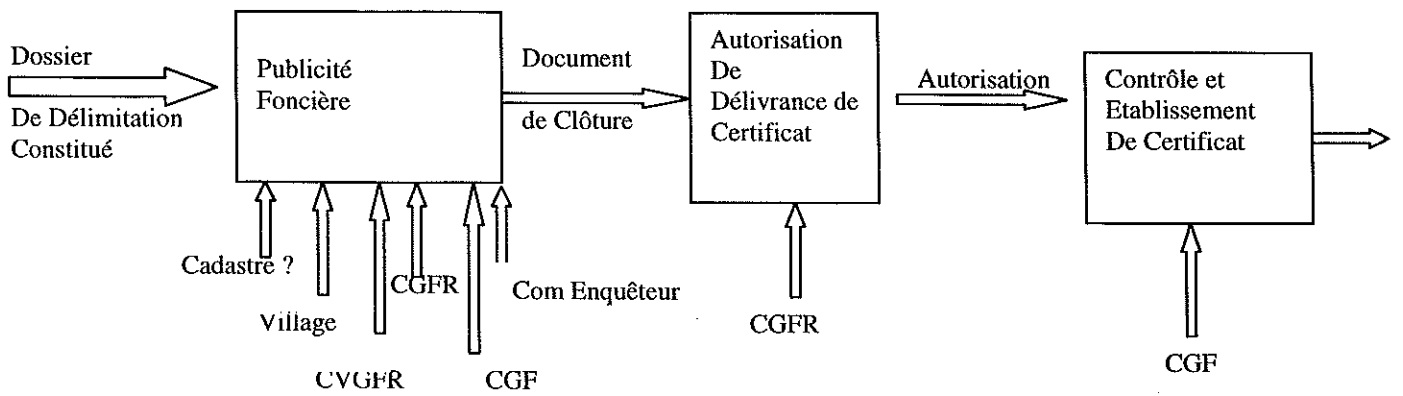
Une fois le terroir immatriculé, les propriétaires peuvent demander la certification de leur terre. Quand le terroir est immatriculé, le coût des opérations des levés est moins cher, toutefois un propriétaire peut demander la certification de sa parcelle sans attendre l'immatriculation du terroir, dans ce cas tous les coûts sont à la charge du propriétaire. De plus une demande groupée de certification peut avoir un appui financier de l'Etat pour les opérations de levés. Ci-dessous un schéma probable de lever et immatriculation des parcelles **(Rien n'est encore ficelé à ce niveau, car les discussions continuent au niveau de la commission foncière surtout au niveau des contrôles de ces opérations. Le cadastre veut faire un lever contradictoire systématique ce qui est loin d'être du goût des instigateurs de la loi foncière dont le souci majeur est de diminuer le plus possible les coûts. De plus**

il était prévu que des techniciens topographiques pourraient demander un agrément pour faire les levés, mais l'ordre des géomètres experts a opposé son veto, l'affaire est au niveau de la Présidence de la République).

Il faut souligner que pour la maintenance(division, réunion, changement d'attribution) du certificat foncier jusqu'au titre foncier, le circuit de procédure sera le même sauf pour le changement d'attribution où il y aura seulement la désignation d'un commissaire enquêteur sans l'intervention d'un opérateur technique.

Circuit de procédures pour l'établissement du certificat foncier





DEUXIEME PARTIE
LE SYSTEME D'INFORMATION SUR
LE FONCIER RURAL IVOIRIEN

DEUXIEME PARTIE : Le Système d'information sur le foncier rural ivoirien

Chapitre I :SIF : Système d'Information Foncière ou Système d'Information Foncier

La définition d'un SIF nous paraît importante.

Doit on parler de Système d'Information Foncière ou de Système d'Information Foncier ?

Un Système d'Information Foncière signifie qu'il s'agit d'un système spécifique pour gérer toute information d'origine foncière. Dans ce cadre on retrouverait les différents cadastres, la publicité foncière, les quatre modèles dominants d'enregistrement des droits à savoir la conservation des hypothèques, le livre foncier germanique, le système torrens et le régime d'immatriculation foncière. Les différents outils et méthodes utilisées selon les démarches susmentionnés peuvent être plus ou moins informatisés.

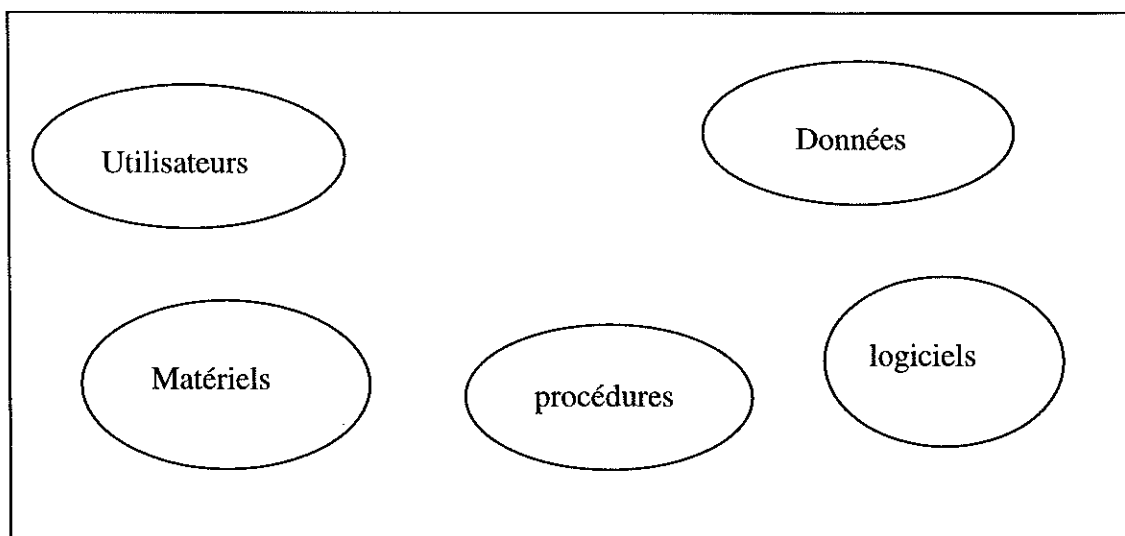
La deuxième logique est une logique de système d'information au sens informatique. Un SIF serait un système d'information au sens informatique du terme avec un contenu principal de données foncières. Un système d'information est une unité fonctionnelle, constituée de traitements, de machines, de données, d'hommes et de compétences, que l'on alimente en informations brutes et dont on attend en sortie des produits déterminés. En occurrence si l'information concerne le foncier on peut parler de système d'information foncier.

Dans la suite nous nous placerons dans cette deuxième logique. Si l'information à traiter est littérale les systèmes d'information utilisent généralement des logiciels de type SGBD. Si l'information initiale a également des composantes spatiales ou géométriques, des logiciels de type SIG sont utilisés quelquefois en plus des SGBD.

Un SIF peut comporter donc un noyau SIG pour gérer les parcelles, un noyau SGBD pour gérer les droits et d'autres informations annexes au foncier comme les informations fiscales et un ensemble d'applications spécifiques pour accompagner les procédures foncières par exemple le respect des délais légaux, le respect des normes juridiques etc....

Même si dans le thème de notre mémoire nous avons mis l'accent sur le noyau SIG, nous avons étudié aussi le noyau SGBD de gestion des droits et données annexes. La conception des applications spécifiques ne fera pas partie de notre étude.

SIF



Chapitre II : Genèse du projet SIF

Depuis longtemps il était question de l'informatisation des données du PFR. Etant donnée la diversité des informations recueillies et traitées par le PFR et la variété des utilisations envisagées, des systèmes informatisés de gestion de l'information seraient très utiles. Sur ce, la mission d'évaluation du PFR en 1996 recommandait la mise en place d'un tel système.

Cette mission identifiait quatre (04) besoins fondamentaux qui nécessitaient la mise en place d'un SIF :

- Un recentrage des activités et des objectifs des agents sur le recueil d'une information brute de qualité (éviter les transcriptions)
- Une formalisation claire et précise de toutes les procédures de recueils, de traitements et de validation de l'information
- Une validation et un contrôle plus rigoureux des informations et de leur qualité
- Une structuration et un archivage cohérent, pratique et sûrs de l'information.

Plusieurs suggestions ont été faites dans le cadre de cette mission :

- la création d'une base contenant uniquement les limites des objets graphiques, sans indication sur la nature des objets : la BdD CARTOLIMIT. Ce serait l'information graphique de la plus grande valeur, qui conservera la localisation précise et de référence, des limites (limites d'exploitation, limites de cultures, les infrastructures, limites de terroirs, etc...)
- La création d'une base qui regrouperait toutes les données graphiques uniquement foncières, en quelque sorte un parcellaire foncier : la BdD CARTOFONCIER. Véritable SIG avec les droits associés aux limites foncières.
- Une base de données qui regrouperait des informations de nature à être utiles pour les opérations d'aménagement et de développement : la BdD CARTOGESTION. Elle contiendrait l'occupation agricole, éléments naturels, voies de communication, limites de terroirs...
- Une quatrième base pourrait être réalisée si le PFR intègre des compétences foncières, pour cartographier des droits coutumiers reconnus à formaliser dans un cadre positif : la BdD CADASTRE.

Donc depuis 1996 le souci d'une informatisation cohérente et soutenue était présente dans la démarche des acteurs du PFR.

Il est à noter d'ailleurs l'existence d'une cellule « SIG » au sein du BNETD/PFR.

Chapitre III : Les termes de références du projet

Les termes de références écrits en cours de l'année 1998 n'intégraient pas les préoccupations actuelles liées à l'application de la loi foncière de décembre 1998. Néanmoins il était dit dans ce cahier des charges, que le système devrait permettre de gérer les certificats fonciers et les titres fonciers.

Trois acteurs principaux ont été identifiés dans ce cadre :

Le MINAGRA, le BNETD/PFR et le CADASTRE. Le système devrait satisfaire les besoins de ces trois acteurs et aussi permettre une consultation des données par des utilisateurs selon des profils d'accès bien définis.

En ce qui concerne les données, on distinguait deux catégories :

- Base de données cartographiques constituées de cartes à l'échelle du 1/10000. Tous les objets seront organisés en couche d'information à savoir : foncier, agricole, pédologie, hydrographie, administrative etc.

- Base de données alphanumériques constituées d'informations démographiques, sociologiques sur le foncier, agricoles et sur les infrastructures rurales.

Les deux bases de données doivent être reliées entre elles de telle sorte à permettre leur consultation interactive, c'est à dire qu'il sera possible de consulter une donnée cartographique à partir de requête faite sur des données alphanumériques et vis et versa. La structuration des données devra rester suffisamment ouverte pour permettre l'intégration de thèmes ou champs nouveaux.

Les fonctionnalités recherchées pour ce SIF étaient :

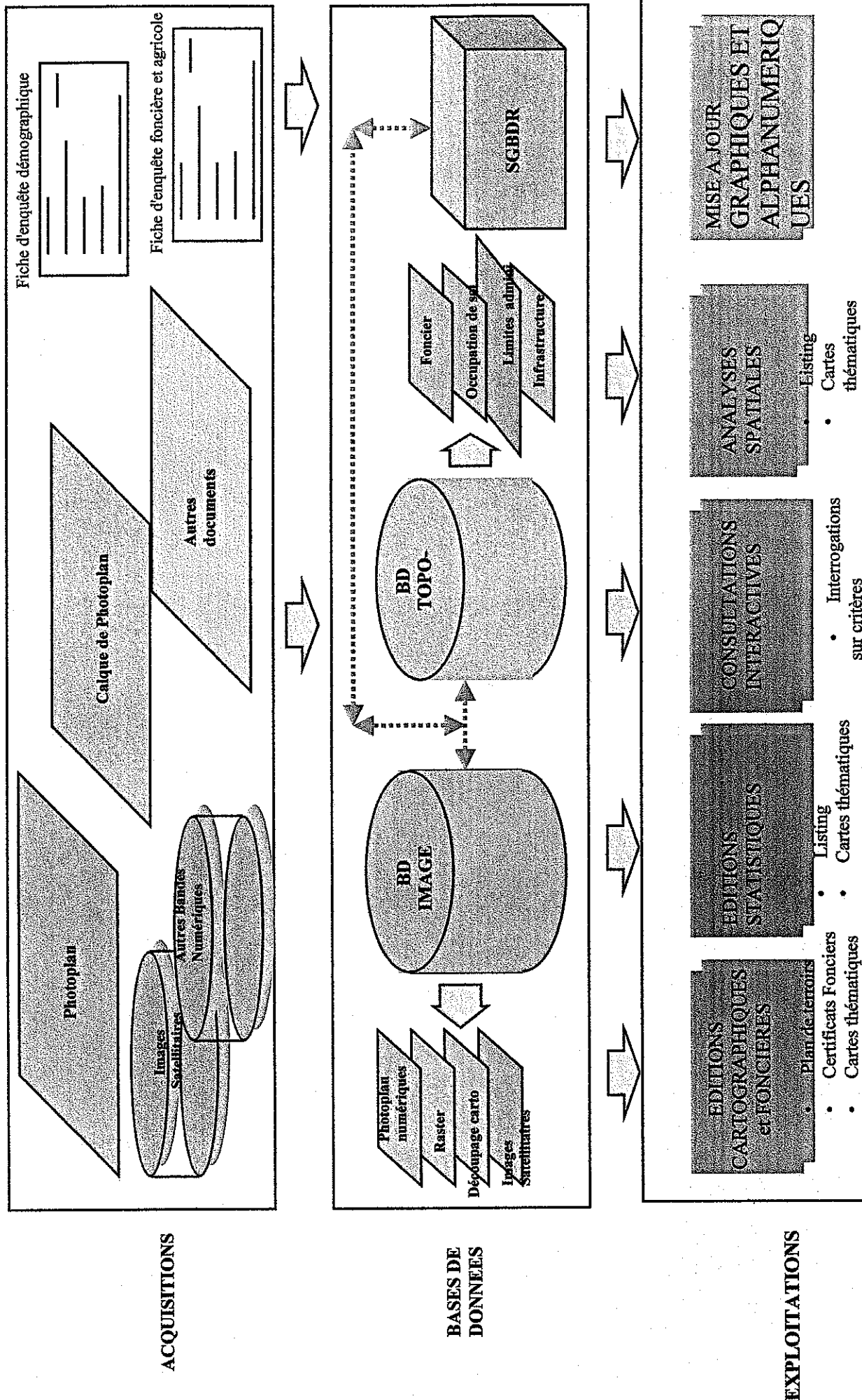
- saisir et structurer les informations,
- valider les informations aux plans administratifs et juridiques,
- conserver toutes les informations : information initiale, modifications successives (historique),
- protection de l'intégrité du système,
- modifier toute information existante,
- éditer et permettre la consultation interactive des données,
- gérer la mise à jour et les différentes opérations relatives à la création et la modification des certificats fonciers et de tout autre titre de droit moderne au Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales,
- répondre aux requêtes d'utilisateurs divers, en particulier pour les besoins de gestion des terroirs et d'aménagement agricole.

Pour atteindre ces objectifs le projet SIF a été divisé en 7 missions :

- une mission de programmation et gestion de l'ensemble des prestations. Cette mission sera assurée pendant toute la durée du projet par le chef de projet,
- conception du SIF. **Notre étude s'intègre dans cette mission,**
- Fourniture, intégration, paramétrage et maintenance des outils informatiques,
- Développement d'interfaces utilisateurs,
- Sortie des premiers produits du SIF,
- Mise en place d'un réseau électronique de diffusion d'informations foncières,
- Formation du personnel.

Le schéma ci-dessous montre clairement toutes les fonctionnalités demandées au SIF

SCHEMA DES DONNEES



Nous pouvons constater que toutes les recommandations de la mission d'évaluation n'ont pas été prises en compte. La mission d'évaluation s'est appesantie beaucoup plus sur l'aspect juridique et administratif, alors que c'est l'aspect cartographique et gestion qui domine le cahier de charge du projet.

Chapitre IV : Mise en œuvre du projet

Le projet a réellement démarré en août 2000. C'est le groupement Ign France International et BRL Ingénierie qui a gagné l'appel d'offre. Ce groupement s'est associé à Data-Consultant et une entreprise ivoirienne AXIS pour les aspects informatiques et maintenances du système.

A la direction du projet, on a :

- un chef de projet qui vient IGN-FI
- un responsable de l'audit et de la conception qui vient de BRL Ingénierie
- un responsable d'application et de développement qui vient de DATA-Consultant
- un responsable technique qui vient de IGN-FI.

De plus une équipe intégrée ivoirienne a été mise en place. Chaque responsable cité ci-dessus a un correspondant ivoirien issu des rangs du BNETD, du MINAGRA ou du Cadastre.

Cette équipe ivoirienne dénommée équipe intégrée devra suivre tout le projet et prendre la relève à la fin du projet.

Au démarrage du projet, il s'est vite avéré que les termes de référence étaient caduques, vu le fait que le maître d'ouvrage (le MINAGRA) voulait réorienter le projet SIF pour l'aider principalement dans ses tâches de délivrance de certificat foncier. Ni l'aspect juridico-administratif prôné par le rapport d'évaluation du PFR, ni l'aspect SIG et gestion qui dominait le cahier de charge n'était plus primordial pour le MINAGRA après la promulgation de la loi foncière rurale. Des discussions houleuses eurent lieu entre les défenseurs d'un véritable SIG pour gérer le foncier et les opérations d'aménagement rural (principalement le BNETD/PFR) et les défenseurs d'un système d'accompagnement des certificats fonciers (principalement le MINAGRA). Le cadastre était resté relativement neutre dans ces discussions. Au final, c'est le Minagra qui a gagné au grand dam du BNETD/PFR. Les arguments avancés étaient que les informations agricoles et démographiques ne seront plus recueillies, de plus c'était urgent d'avoir un système simple du genre « tableau de bord » pour délivrer les certificats fonciers dans le délai légal de dix (10) ans sur toute la côte d'ivoire. Cet état de fait était prévisible, car le Minagra n'ayant pas de compétences assez pointues en Informatique et SIG, ne voulait pas d'un système compliqué qu'il aurait du mal à

gérer, alors que le BNETD dans sa tradition de grand bureau d'étude voulait profiter du système pour mettre en place une base de données cartographiques à grande échelle profitable à tous les aménageurs et autres décideurs.

Ces discussions houleuses associées aux points obscurs qui entouraient les modalités pratiques d'application de la loi foncière ont pénalisé fortement le projet et continuent toujours de diviser les acteurs. Le système proposé par le groupement après une analyse des besoins est un système simple pour la délivrance des certificats fonciers, mais suffisamment ouvert pour permettre l'intégration et la gestion d'autres informations.

Un autre sujet de discordance était le fait que le BNETD/PFR voulait continuer à recueillir les informations agricoles, démographiques et les limites de cultures et d'exploitation (problème connu du cadastre polyvalent), alors que le Minagra se basant sur des critères de coût soutient que c'est seulement les limites d'appropriation foncière qui l'intéressent (bizarre pour un ministère chargé de l'agriculture, donc qui doit être plus sensible au recueil des informations agricoles). De toutes les façons, il est impossible d'envisager de faire supporter les coûts par les propriétaires, alors que l'Etat ivoirien a actuellement de sérieuses difficultés économiques. Tout compte fait, actuellement le système est encore à l'étape de conception, de négociation et de renégociation.